

Du passé recomposé au futur improbable

Georges Courade
Géographe

L'Observatoire du changement et de l'innovation sociale du Cameroun (Ocisca) a été créé en 1989 à la suite d'accords négociés par Thérèse Pujolle au nom du ministère de la Coopération, Georges Courade au nom de l'Orstom et René Owona en celui des autorités camerounaises.

La création de l'observatoire correspondait à deux objectifs. Compte tenu des conséquences négatives des programmes d'ajustement structurel sur la recherche scientifique camerounaise, il s'agissait d'assurer la continuité des programmes de formation et du travail de recherche des enseignants-chercheurs nationaux et expatriés travaillant *au* et *sur* le Cameroun. Il s'agissait donc de focaliser la coopération scientifique franco-camerounaise sur un programme d'études commun. D'emblée, il fut décidé que ce programme porterait sur l'étude de la crise, même si la définition de cet objet de recherches restait vague.

Au départ, cette définition a spécifié ce que ne serait pas Ocisca. Cet observatoire ne devait être réductible ni à la démarche d'un économiste, ni à celle d'un historien, ni à celle d'un statisticien classique. En effet, il ne s'agissait pas de mobiliser la seule dimension macro-économique, la seule « longue » durée braudelienne, la seule représentativité formelle d'une optique néo-libérale ou encore d'entreprendre un programme de recherche développement agronomique, consistant à partir d'un diagnostic pour proposer une thérapeutique. En bref, la création de cet observatoire constituait l'exploration d'une démarche pluridisciplinaire.

Mais la mise en route puis le fonctionnement de l'observatoire ont également servi de révélateur et d'instrument d'analyse des difficultés de mettre sur pied une recherche en coopération pour le développement dans un cadre bilatéral.

Cinq années permettent sans doute d'entreprendre une première évaluation de ce projet. A-t-il permis de transcrire efficacement « le triptyque Recherche/Coopération/Développement à l'échelle d'interventions concrètes » (CNER, novembre 1993 : 39), bien que les experts scientifiques du Comité français d'évaluation de la recherche aient qualifié cette transcription d'exercice périlleux » ?

S'il y a novation, dans quel(s) domaine(s) se situe-t-elle ? Entre les intentions et la réalité, que de dérives pourtant ! Pour certains, le projet a été strictement une recherche académique, et en plus, de faible qualité, voire un simple lieu de transit pour le financement d'équipes nationales de haut niveau. Pour d'autres, il a été et reste un programme significatif visant à changer le mode d'intervention de la coopération scientifique sans sacrifier la qualité de la recherche réalisée, mais sans la couper non plus des préoccupations de l'heure.

Le but de cet essai est d'éclairer le débat en racontant l'histoire du projet de recherche sans cesse remodelé de l'intérieur, mais tiraillé sans cesse aussi de l'extérieur.

■ Des choix scientifiques dans le cadre du partenariat

Quelles ont été les solutions qui se sont imposées de l'intérieur ou en réponse à des pressions exogènes ? Résultant de multiples compromis et ajustements en réponse aux stress d'un environnement économique et politique aux mutations rapides, Ocisca a connu de multiples dérives liées, entre autres, à la nature contradictoire des missions statutaires de l'Orstom, telles que celles-ci sont transmises et comprises en situation !

Les observatoires de sciences sociales Ocisca se veulent une initiative appropriée et économique en termes de temps comme de coût pour rendre compte des changements rapides contemporains induits par la crise économique au Cameroun. Ce ne sont ni des enquêtes statistiques lourdes, ni des monographies disciplinaires à ambition globalisante. L'analyse des comportements et la recherche des déterminants des invariants comme des changements photographiés prime malgré tout sur le simple cliché quantitatif ou qualitatif. Ce choix opéré au départ explique les lieux retenus et le type de représentativité recherchée.

Il a paru essentiel d'enquêter dans des endroits déjà étudiés avant la période de rupture actuelle afin de mieux saisir les déterminants conjoncturels ou historiques des changements survenus. Le choix permet une approche comparative aussi bien spatiale que temporelle adéquate pour les diverses disciplines engagées dans le projet, du fait que l'on a conservé partout une structure d'enquête commune. Disposant par ailleurs de données non « agrégées » (où les variables culturelles locales et régionales sont conservées), il est resté possible de produire les analyses en profondeur estimées indispensables à la compréhension de l'impact de la crise.

Confondre le court et le long terme pour attribuer à la crise ce qui n'est que le reflet de déséquilibres de longue durée paraissait un danger essentiel. Se donner les moyens de séparer ce qui relève de turbulences contemporaines de ce qui résulte d'un long cheminement antérieur mal maîtrisé semblait être prioritaire. Faite au départ, cette option du projet n'interdit pas pour autant d'autres approches, inspirées davantage des pratiques statistiques classiques ; comme celles développées par la suite à Douala pour étudier les jeunes.

S'agissant du « partenariat », plusieurs réponses institutionnelles et individuelles ont été adoptées sans que se dégage pour autant une orthodoxie méthodologique. Toutes les formes de coopération et de recherche cohabitent en Afrique, allant du simple fournisseur de données jusqu'aux équipes mixtes partageant l'ensemble de la recherche depuis la définition de la problématique pertinente jusqu'à la valorisation des acquis. Les formes « primitives » de partenariat (sous-traitance, vente de bases de données publiques, etc.) réapparaissent toutefois, avec la chasse au contrat qui se généralise chez nos interlocuteurs nationaux, quel qu'en soit le prix à payer. Les

experts ou les scientifiques occidentaux n'ont pu ou su empêcher la multiplication de formes de coopération de complaisance, avec l'aval de chercheurs «seniors» monnayant leur situation institutionnelle. La mise en œuvre d'un partenariat complet n'est possible que si un certain nombre de conditions sont remplies : accord sur les objectifs et les moyens, grande autonomie de gestion, valorisation de chacun au mérite, etc. L'ont-elles été toujours dans Ocisca ? Dans les conditions camerounaises de travail scientifique, un «réel» partenariat est une conquête au quotidien !

■ Un accouchement au forceps¹

Le projet Ocisca est un projet scientifique franco-camerounais appuyé par l'Orstom qui en assure l'animation jusqu'en 1996. Au moins dans sa conception initiale, il est avant tout un projet de terrain. En 1995, il s'appuie sur un réseau de scientifiques et de statisticiens camerounais de formations diverses, ayant des niveaux variables de maîtrise des problématiques pertinentes et des outils de recherche sur le terrain. Ce sont généralement des agents d'un État ayant des difficultés pour assurer régulièrement le paiement de salaires réduits de 30 à 50 % de ce qu'ils étaient il y a peu, et ces agents ne disposent d'aucun moyen de recherche. Le noyau stable des chercheurs

¹ Sur le plan formel, le projet Ocisca est né fin 1989 sous la forme d'un projet expérimental à la suite de la signature d'un accord entre le centre universitaire de Dschang alors dirigé par René Owona et l'Orstom. Tout de suite ouvert à d'autres équipes camerounaises à la demande de la sous-direction de la recherche scientifique du ministère de la Coopération, premier bailleur de fonds avec l'UR MSA (Maîtrise de la sécurité alimentaire) de l'Orstom, Ocisca a intégré dès le début des chercheurs de l'Institut des sciences humaines (ISH), alors dirigé par P. Moby Etia. Les trois institutions fondatrices ont créé les deux premiers observatoires chez les planteurs de cacao de Yemessoa et de café Arabica de la chefferie bafou où les premières enquêtes ont eu lieu en janvier-février 1991 pour Bafou et mars-avril de la même année pour Yemessoa. De nouveaux observatoires ont été créés par la suite à Douala, à la frontière Nigeria-Cameroun et à Muyuka, etc.

appartenant au projet dès son origine est acquis à une philosophie qu'il a contribué à élaborer. Mais les autres chercheurs venus depuis peu dans le projet y adhèrent-ils ? La pérennité du projet en dépend.

Le projet représente une fusée à plusieurs étages où l'individuel est supposé conforter le collectif et le commun profiter aux travaux de chacun. Ainsi, les thèses réalisées, objectif académique s'il en est, sont supposées prendre souche dans les travaux de terrain menés par les équipes des observatoires. À ces deux étages s'ajoute un troisième, constitué par les personnalités de l'administration ou de la recherche et des décideurs supposés servir d'aiguillon.

Issu d'une recherche de substitution, Ocisca s'est constitué pour traiter un thème politiquement sensible à partir d'une connaissance intime du terrain. Il a donc été fortement impliqué dans l'histoire immédiate du Cameroun et a constitué un parfait sismographe des interrogations et des conflits nationaux en cours.

La notion d'observatoire introduit l'idée de distance entre observateur et observé, mais aussi celle de répétitivité dans la mesure. Ce type de travail se prête, sans s'y réduire pour autant, à la quantification statistique supposée dégager des régularités critiques dans les comportements. L'ambition est de caractériser et de classer mais aussi d'expliquer, voire de prédire.

Rien n'est neutre dans ce type d'approche : ni le découpage des espaces mis en observation, ni la périodisation de l'enquête, ni les outils mis en œuvre, à plus forte raison l'assemblage des indicateurs sélectionnés, enjeu de pouvoir entre disciplines et entre individus dans un projet de recherche pluridisciplinaire.

Les représentations individuelles de la crise et des ajustements nationaux et locaux ont constitué la matrice de nombre de dérives scientifiques. Confrontation d'intérêts, débats quantitatif/qualitatif, difficultés à élaborer une problématique de la crise, tentatives d'accaparer un maximum d'espace dans le questionnaire commun, réticence à formuler les questions en termes nouveaux ont constitué le quotidien du projet au moment de son lancement. Chacun s'employa avec bonne ou mauvaise foi à modifier la perspective en fonction de ses objectifs scientifiques ou matériels personnels. Recherche de consensus « à l'africaine » et arbitrages délicats ont ainsi alterné pour maintenir à flot un programme réunissant plus de vingt chercheurs entre 1991 et 1994, cinquante en 1995. Enfin, informer les décideurs

sur les réactions et les anticipations des ménages et des producteurs ruraux ne fut pas le plus mince des problèmes à résoudre. Comment élaborer une grille d'analyse utile sans sacrifier des questionnements scientifiques essentiels dans une période d'incertitude maximale ?

■ Un projet constamment menacé

Melting-pot explosif de disciplines et de personnalités de statut et d'ethnies différentes dans un contexte houleux, l'existence d'Ocisca reste fragile. Si son caractère impliqué lui donne une assise qui l'a sauvé à plusieurs reprises, la transmission totale des responsabilités aux nationaux ne se fait pas sans difficulté. La constitution d'équipes de recherche va à l'encontre du système hiérarchique existant. L'apprentissage du métier de chercheur est un défi qui requiert l'attention des animateurs. La mise en place d'un système d'évaluation réciproque se heurte à des difficultés psychologiques supposant un médiateur extérieur.

La recherche partagée demande d'abord un ajustement permanent en ce qui concerne les rythmes de travail et la place revenant à chacun en fonction de sa compétence, de son expérience et de sa disponibilité. Il faut aussi s'accorder sur l'évaluation des contributions et des bénéfices attendus de chacun. L'état du projet en 1995 montre que des divergences de points de vue sur cette question persistent.

Avec la suppression de l'Institut des sciences humaines (ISH) en octobre 1991 et celle de l'Institut national de développement rural (Inader) en février 1993 le projet est devenu une bouée de sauvetage pour une recherche en perdition. Élaborée dans l'euphorie pétrolière, la recherche nationale camerounaise s'est enfermée depuis 1974 dans une politique suicidaire, en recrutant et évaluant ses personnels selon des logiques de reproduction simple, d'où l'extrême sévérité des rapports d'évaluation internationaux. À Dschang, l'impossible défi était de mettre les agronomes au service de la petite exploitation familiale. À Yaoundé, la recherche de l'ISH cloisonnée en disciplines et sous-disciplines chapeautées par toute une hiérarchie diversifiée à l'infini ne pouvait que surprendre des experts internationaux non préparés.

Totalement impliqué dans des restructurations en tous genres, le projet Ocisca constitue un enjeu pour une communauté scientifique franco-camerounaise qui ne s'est pas choisie et doit assumer un certain nombre de cohabitations délicates. Du coup, la mise au point de la grille d'analyse de départ s'est apparentée à un parcours du combattant semé d'embûches : définitions contradictoires, modalités mal comprises, absence de maîtrise par les sociologues de certains outils d'enquêtes tels que les récits de vie.

C'est parce que le passage formel/informel a toujours pu se faire que le projet s'est enraciné au Cameroun. Si la suppression de certaines institutions de recherche a représenté une chance certaine de se libérer de certaines tutelles hiérarchiques, la subordination formelle de l'observatoire à des décideurs de rang plus élevé dans la fonction publique a permis aux équipes de gagner en autonomie et en efficacité.

Sur le terrain, la distance entre enquêteur et enquêtés traduit l'inévitable fossé entre l'intellectuel et le manuel ou entre le citadin et le rural. Pour le réduire, Ocisca a choisi, en ce qui concerne Yemessoa, de faire vivre les chercheurs dans le village durant le temps des enquêtes et de soumettre à l'appréciation des villageois les résultats obtenus.

Par ce terme d'observatoire, le projet a donc tenté de s'approprier une méthodologie illustrée par les astronomes qui observent de très loin dans la durée à partir d'un lieu fixe choisi en fonction de paramètres particuliers (notamment de la qualité de l'observation raisonnablement souhaitable) avec de gros moyens logistiques (téléscope), un système particulier du type galaxie sans se sentir le moins du monde impliqué dans le mouvement des astres observés.

De cette approche scientifique, le projet a retenu l'idée d'observer une réalité complexe où s'entremêlent décisions et actions de dominants et de dominés agissant en fonction les uns des autres, mais aussi de leurs contraintes externes et internes. Il s'est focalisé sur des lieux présentant pour l'étude un rapport apparemment favorable entre l'accumulation de connaissances, leur accessibilité et leur représentativité : Yemessoa et Bafou en zones denses cacaoyère et caféière du Centre (pays éton) et de l'Ouest (pays bamiléké) avant de s'étendre à Douala.

L'échantillon de 350 ménages retenus a permis de saisir le fonctionnement d'unités économiques et familiales élargies. À la différence des enquêtes démographiques classiques, on intègre résidents et présents-absents. On peut ainsi différencier les stratégies du groupe résidant dans son cadre relationnel élargi, de celles de certains individus interrogés sur des aspects de leur vie. En effet, des modules spécifiques peuvent être remplis pour le ménage dans son ensemble et pour des individus particuliers (chômeurs, migrants de retour, par exemple). Par le biais des récits de vie, on a essayé, par exemple, de situer la période actuelle de retour, par rapport à un projet de migration et une stratégie concrète vécue. On a porté une attention particulière à la gestion sociale des charges familiales, aux formes de solidarité, aux activités nouvelles, à la gestion du crédit en temps de crise, ou aux ajustements socio-économiques au nouveau contexte de libéralisation des prix, etc.

Ces observatoires ruraux sont des lieux représentant une base de travail permanente : la familiarité des équipes avec les habitants présente des avantages et inconvénients connus. La convivialité facilite le dialogue, les recoupements et le contrôle réciproque du travail. Elle entraîne déformations et biais liés au « surpâturage » du terrain.

■ Une recherche impliquée à la recherche de marges de manœuvre plus larges

Dans le projet Ocisca, l'approche fondamentaliste et le « regard distancié » auraient abouti à une impasse à tous les niveaux. Aussi avons-nous cherché à rester des scientifiques sans fuir les responsabilités d'une participation aux choix et aux débats courants sur le devenir du Cameroun. Dans ce contexte, nous avons tenté une recherche impliquée. Notre choix a signifié donner la priorité à une recherche partagée avec divers partenaires du monde extra-scientifique. Le projet a été ainsi associé de multiples manières aux pro-

cessus de décision et d'action, de par les informations collectées, les nouvelles manières de poser les problèmes ou de par les analyses proposées. C'est que les incertitudes de l'heure ont favorisé les possibilités de dialogue avec les administrations, les ONG et les bailleurs de fonds soucieux de comprendre le présent immédiat. Mais c'est à travers la démarche d'Ocisca que cette implication trouve tout son intérêt.

Les observatoires ont été créés pour évaluer tant les répercussions de la crise que les mesures prises pour rétablir les «équilibres fondamentaux». Ces dernières impliquent simultanément le retrait et l'intervention accrue de l'État : balance commerciale et des paiements, recherche de l'équilibre budgétaire par diminution des dépenses publiques, élargissement de l'assiette fiscale et efficacité du recouvrement de l'impôt en vue du maintien de la solvabilité du pays au niveau international.

La caractérisation de la crise, objet essentiel du travail d'Ocisca, fait problème tant qu'elle n'est pas achevée, tant qu'elle est vécue quotidiennement par tous, scientifiques et enquêtés. Sa datation est variable selon les secteurs, les individus et les lieux. Son ampleur ne peut être mesurée immédiatement, les instruments habituels fournis par chaque discipline étant largement inopérants. Face à ce manque relatif de préparation des chercheurs, les «ajusteurs structurels» ont abordé la crise en partant de leurs *a priori* néo-libéraux tout en cherchant à valider les thérapeutiques qu'ils administrent souvent au jugé.

Cette programmation de la «recherche par l'aval» (BAYART, 1987) enferme la science dans le court terme avec un risque de stérilisation. Si elle doit répondre aux attentes de la société, ce ne peut être sur les seules bases du jeu des questions-réponses avec les bailleurs de fonds. Elle ne peut faire l'économie de la réflexion sur son objet à partir des savoirs accumulés antérieurement et de ses propres intuitions. Là se trouve l'une des difficultés majeures du projet qui peut être tenté par le petit contrat financièrement profitable. Il peut ainsi basculer facilement et devenir bureau d'études ou service statistique, faute de négocier les travaux réalisés à partir d'un questionnement scientifique élaboré.

La recherche pratiquée reste, ici, une quête permanente de vérités toujours à construire et à remettre en cause. Vérités partielles et provisoires re-vérfiées année après année dans les observatoires. Leur

intégration dans un cadre d'action global, sectoriel ou géographiquement limité nécessite de nombreuses précautions. Les méthodologies mises en œuvre sont à revoir en fonction des dynamiques sociales observées. Et il vaut mieux soutenir des initiatives spontanées que de créer des projets *ex nihilo*. De même, il convient de tenir compte des modalités de changement à l'œuvre dans des sociétés bousculées par des ondes de chocs brutales. En période de récession, des forces contradictoires individuelles et collectives sont à l'œuvre pour éviter la régression sociale, rejeter sur l'Autre les effets négatifs de la crise, profiter des nouvelles opportunités d'accumulation et pour en appeler aux ciments d'une identité culturelle reconstruite. La méconnaissance de ces trajectoires expose à bien des désillusions et des échecs.

|| L'étude du changement social et le repérage de l'innovation sociétale dans la crise

Ayant reconnu officiellement en 1987 que le pays traversait une période de crise, les dirigeants camerounais ont tenté de relâcher la contrainte des « conditionnalités »² pour retrouver une marge de manœuvre suffisante. La crise politique et sociale dans lequel le pays est entré depuis 1991 lui a interdit de mettre en œuvre toute la panoplie de mesures préconisées par les créanciers.

² Ce terme emprunté au jargon macro-économique des comptes de l'ajustement est le pendant du « droit d'ingérence humanitaire » et est assorti de diverses pressions puisque de nombreux prêts — encore plus nécessaires aujourd'hui qu'hier — ne sont débloqués que si l'on applique les conditions posées par le FMI sur le plan comptable et par l'aide bilatérale sur le plan politique. Les années quatre-vingt-dix se caractérisent ainsi par une réduction de la souveraineté des États et de leurs dirigeants, avec parfois, l'approbation des « forces vives », chacun jugeant que la « mauvaise gouvernance » (Landell Mills) ne peut plus durer.

L'ajustement structurel réel et monétaire ayant été imposé au Cameroun, la question n'est plus de s'interroger sur la pertinence de cet ajustement. Par contre, le devenir de l'agriculture marchande et celui de la jeunesse urbaine prise au piège du chômage sont des problèmes majeurs. Si l'on prend comme fondement d'une politique de temps de crise, la capacité de l'agriculture à créer des emplois, à entraîner d'autres activités et à maintenir un État indispensable, on est amené à reconsidérer intégralement les ajustements à réaliser.

On ne parle plus de développement depuis une décennie. Ce concept était à la fois flou et positif, et l'on préfère aujourd'hui celui plus indéfini et moins connoté de changement social dans la mesure où il ne présuppose rien de précis pour l'avenir. Progrès, croissance, récession, stagnation, on ne sait pas sur quoi vont déboucher les recompositions en cours et l'on se garde de tout scientisme, compte tenu des échecs technologiques enregistrés par trois décennies de « développement ». Le doute est de rigueur. On imagine qu'il y a rupture, alors même que les modes de pensée de chacun restent profondément marqués par les logiques du passé. De fait, la majorité des gens espèrent que la sortie de la crise consistera en un retour aux équilibres du passé.

Pourtant, rares sont les analystes qui croient que l'ajustement structurel va permettre de retrouver le *statu quo ante*. Faute de mieux, la plupart se résignent à ces programmes « plus ou moins ajustés », points obligés de passage vers on ne sait quel « voyage ». Seuls, les économistes néo-libéraux parlent d'une simple crise conjoncturelle appelée à se résorber avec le retour aux grands équilibres comptables. Ne faut-il pas une singulière myopie pour soutenir cette hypothèse ? Né du projet de ne pas laisser le champ libre à un tel économisme aussi ignorant des incertitudes de l'histoire, Ocisca se devait d'en comprendre la mécanique et l'impact à l'aide de toutes les ressources des disciplines sociales.

Le Programme d'ajustement structurel est une tentative de sauver ce qui reste de l'État. Mais il pourrait aussi en accélérer la décomposition, ce qui pose la question essentielle de ce qui va se substituer à lui, groupes, réseaux ou mafias. Aucune société ne peut vivre sans normes et sans règles, surtout si elle reste à la fois socialement fragmentée, mais culturellement et fortement hiérarchisée dans ses fondements. Si l'État se retire de la sphère sociétale, il sera remplacé.

Par quoi et par qui ? Questions vitales auxquelles des réponses se doivent d'être apportées. La notion d'innovation sociale constitue dès lors un des volets essentiels du projet : quels sont les arrangements et les entreprises nouvelles durables en mesure de sortir la société camerounaise de la crise ? En l'absence caractérisée de mouvement social, de conflits porteurs de changements voulus par des groupes, peut-on afficher l'innovation sociale comme leur d'espoir dans un univers aux issues en apparence fermées ?

Là aussi, Ocisca a pris position positivement sans trop savoir ce qui allait être collecté dans ses filets. Sans illusion non plus : les chercheurs ont trop souvent rencontré des organisations de base qui n'étaient que des courroies de transmission du sommet ou des lieux de captation de la rente externe ou interne. Ce que nous qualifions dans notre vocabulaire activiste de « stratégies alternatives » ne sont trop souvent que de pauvres tactiques de survie dont la validité économique et sociale est éphémère. Pourquoi croire et faire croire que l'informel commercial et de service qui ne crée aucune richesse nouvelle représente une chance pour le futur ? Et pourtant, nos producteurs ruraux, nos jeunes se « débrouillent », s'organisent, récupèrent, créent, contestent, ouvrent des brèches presque toujours refermées par des aînés vigilants. Des multiples initiatives prises pour « s'en sortir », quelques-unes peuvent déboucher sur du solide, du long terme. À la recherche de les capter et de les valoriser ! L'innovation technologique, économique, organisationnelle, sociale ou politique est sans doute là où on ne l'attend pas et les chercheurs devraient le savoir !

Le terme de crise semble désigner une rupture qu'aucun des acteurs agissant ne conçoit totalement et que l'analyste a de la peine à construire. Pour décrire l'actuel, chacun se réfère au passé, à l'expérience, aux tendances lourdes durables. Seule, la recherche des identifiants de la crise permet d'isoler un angle d'attaque pour l'étude de la période actuelle au sein d'espaces choisis du fait même que les questions vives d'intérêt national y prennent un relief particulier. Pour toutes les disciplines abordant le local et le régional, l'étude de la crise consiste à se poser des questions à résoudre au niveau national en utilisant des techniques éprouvées mais des hypothèses fragiles. En voici quelques exemples.

Si la crise diminue les niveaux de vie, il y a des perdants et des gagnants qu'il faut essayer d'identifier. Des positions rentières ou des monopoles disparaissent, mais d'autres se créent. Bien que l'éducation formelle semble ne plus constituer l'ascenseur social qu'elle a été, son inutilité sociale n'est pas pour autant démontrée puisque les maîtres continuent à avoir des élèves alors même qu'ils se rémunèrent de plus en plus sur ces derniers ! Alors que les cultures vivrières apparaissent comme un complément féminin à des produits d'exportation mal payés, cette alternative reste limitée en raison de la réduction de la demande et des problèmes logistiques de commercialisation de denrées périssables. Les solidarités de toutes natures (entre générations, entre citadins et ruraux, entre secteurs économiques) impliquant familles et amis n'ont peut-être pas la flexibilité qu'on leur prête. Les relations de pouvoir aînés/cadets peuvent simultanément se renforcer, se conjuguer autrement ou se déliter, les élites anciennes retrouver la place que les nouvelles élites marchandes ou bureaucratiques leur ont un temps ravi. La limitation (ou l'espacement) des naissances peut ne pas constituer une réponse adéquate aux difficultés du temps. On le voit, il faut questionner les hypothèses les plus faciles à développer sur les effets de la crise...

I Lieux de mémoire sélective et laboratoire inachevé de sciences sociales

Instrument d'analyse de la complexité, l'observatoire reste conditionné par l'environnement scientifique et par son positionnement face à son objet.

À Ocisca, nous avons cherché à recueillir témoignages et opinions et à analyser les comportements des producteurs, des ménages et des personnes défavorisées pour gérer la crise. En catégorisant les comportements moyens sans laisser tomber pour autant les « points

de vue incompatibles, parce qu'également fondés en raison sociale » dans les marges statistiques non significatives (BOURDIEU, 1993 : 9), la difficulté majeure réside dans la remise en question permanente de la réponse du sens commun, tellement évidente qu'elle amène l'enquêteur, le chercheur ou l'enquêté à s'y moudre, surtout dans le cadre de questions à choix multiples faciles à traiter par l'informaticien. La codification de l'information est un crève-cœur pour le chercheur soucieux du détail signifiant ou de la parole, plus révélatrice d'un malaise ou d'une souffrance sociale que bien des moyennes !

Sur le plan de l'explication scientifique, l'observatoire postule le primat du temps comme principe d'intelligibilité puisqu'il privilégie les opinions d'un échantillon identique ou renouvelé annuellement selon les mêmes critères de classement socio-économiques. On pense que les comportements et attitudes sont conditionnés par la « longue durée », en fonction des représentations du présent/futur et des actions susceptibles de surmonter des situations difficiles ou catastrophiques. On doit rester cependant vigilant à l'endroit de cette approche historicisante qui induit une vision conservatrice de la dynamique sociale.

Les observatoires Ocisca sont aussi des espaces de constitution et de transmission de mémoire : mémoire composée grâce aux travaux scientifiques antérieurs réalisés sans anticipation de leur exploitation actuelle, mémoire transmise d'expatriés à des nationaux etc.

D'une certaine manière, la crise offre aux sciences sociales le laboratoire expérimental qui leur fait généralement défaut. C'est qu'elle produit des situations inédites où l'on peut confronter les hypothèses issues de nombreuses études antérieures, à la réalité actuelle observable. La notion de « dynamisme bamiléké » qui fit florès dans les années fastes, peut être ainsi observée dans un contexte défavorable. De même, on peut déterminer si le cacaoyer constitue toujours une « épargne sur pied ».

Ce laboratoire de la société permet-il toutefois de deviner les évolutions à venir ? En partie seulement. C'est qu'on n'est pas en mesure de modéliser la réalité sans réduire les comportements humains à des réflexes pavloviens de type économétrique.

Conclusions

Le principal mérite du projet Ocisca est sans doute d'avoir survécu cinq ans comme réseau d'observatoires. Au risque de devenir une « auberge espagnole », Ocisca reste un projet de recherche impliquée. Sa production reste de qualité inégale dans la mesure où la formation reste le parent pauvre. Rigueur et travail collectif en sont les points faibles. Parmi les acquis, on peut noter la transmission d'un savoir-faire et d'un faire-savoir par le biais d'un bulletin de réseau et l'apprentissage de l'animation d'une équipe de recherche nationale.

Novateur en termes de politique de coopération et de recherche impliquée, Ocisca n'en reste pas moins, faute d'un nombre suffisant d'encadreurs, en deçà de ces objectifs en ce qui concerne la qualité comme la quantité du travail scientifique fourni. Restent les difficiles épreuves du passage de témoin et de la reproductibilité souhaitée du travail ailleurs dans le cadre Orstom. Ces deux points peuvent susciter quelques appréhensions.

Bibliographie

ALARY (V.), 1992 —
Crise de la recherche et recherches sur la crise : les ajustements du projet de recherche Ocisca. Rennes, Ensar, 76 p. + annexes (mémoire de fin d'études DEA).

BAYART (J.F.), 1987 —
À quoi servent
les sciences sociales ?
Revue Esprit : 77-87.

BOUGERRA (M.), GNININVI (L.),
OWONA (R.), 1993 —
Quelle recherche pour l'Afrique ?
Savoirs 2, *Le Monde diplomatique*

(Une terre en renaissance :
les semences du développement
durable) : 84-87.

BOURDIEU (P.), 1993 —
La misère du monde. Paris, Seuil,
949 p (voir notamment, « L'espace
des points de vue » : 9-11
et « Comprendre » : 903-939).

CNER (Comité national d'évaluation
de la recherche), 1993 —
*Rapport d'instruction : évaluation
de l'Institut français de recherche
scientifique pour le développement*

- en coopération. Paris, CNER, novembre 1993, 200 p. multigr.
- Collectif OCISCA, Phase expérimentale 1, 1990 — *Questionnaire CUDs-ISH-Orstom de novembre 1990* (Observatoires de Bafou et Yemessoa).
- Collectif OCISCA, 1990-1992 — *Bulletins du réseau Ocisca* (6 bulletins parus entre juillet 1990 et juillet 1992).
- Collectif OCISCA, 1991 a — *Les cacaoculteurs et la crise en 1991 : encore et toujours le cacao!* (Observatoire du centre du Cameroun), rapport d'étape phase 1, Yaoundé, projet Ocisca (CUDs-ISH-Orstom), novembre 1991, 25 p. multigr.
- Collectif OCISCA, 1991 b — *Les planteurs de café et la crise à Bafou en 1991* (Observatoire de l'ouest du Cameroun), rapport d'étape phase 1, Yaoundé, projet Ocisca (CUDs-ISH-Orstom), novembre 1991, 25 p. multigr.
- COURADE (G.), 1990 — Le projet Ocisca : Observatoire du Changement et de l'innovation au Cameroun. *Chroniques du Sud*, 4 : 97-103.
- COURADE (G.), 1991 — « Une recherche partagée ». In : *Rapport d'activité de l'Orstom 1990* : 56-57.
- COURADE (G.), GRANGERET-OWONA (I.), 1993 — « De nouvelles approches face à la crise ». In : *Environnement et développement, rapport d'activité de l'Orstom, 1992* : 48-50, chap. 3.3.
- COURADE (G.), 1993 — Colonies de vacances et jeux de miroirs, Savoirs 2, *Le Monde diplomatique* (Une terre en renaissance : les semences du développement durable) : 16-17.
- COURADE (G.) (sous la dir.), 1994 — *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*. Paris, Karthala, 410 p.
- COUTY (Ph.), 1983 — Qualitatif et quantitatif. *Stateco*, numéro spécial sur « Les enquêtes budget-consommation ». Paris, Insee-coopération, novembre 1986 : 19-26.
- COUTY (Ph.), 1990 — *La pratique multidisciplinaire à l'Orstom (version provisoire)*. Paris, Orstom, 41 p. multigr.
- ELOUNDOU-ENYEGUE (P.), 1992 — Solidarité dans la crise et crise des solidarités familiales au Cameroun ? Évolutions récentes des échanges entre villes et campagnes. *Les dossiers du Ceped*, 22, 40 p.
- GAILLARD (J.), 1990 — Les politiques d'aide à la recherche pour le développement du tiers-monde : de l'assistance scientifique et technique à la coopération ? Le cas de la France. *Cah. Orstom, sér. Sci. Hum.*, 26 (3) : 407-427.
- GU-KONU (E.), 1993 — Vous avez dit « partenariat » ? L'expérience béninoise. *Chroniques du Sud*, 11 : 13-17.
- JANIN (P.), 1992 — La confession d'un enfant d'Ocisca. *Chroniques du Sud*, 8 : 126-129.
- NJOH MOUELLE (E.), 1975 — « L'africanisme aujourd'hui, l'africanisme des non africains ; l'africanisme des Africains ». In Njoh Mouelle (E.) : *Jalons II : l'Africanisme d'aujourd'hui*, Yaoundé, CLE (Point de vue), 16 : 5-25.
- RUELLAN (A.), 1990 — « Que sont 'nos' colonies devenues ? » entretien : 38-39. In : *La Quinzaine littéraire*, 560, 1-31, numéro spécial.